



Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél. : 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE PARIS

Paris, le 18 juin 2024

Dans les urnes, dans les luttes Faire gagner nos revendications

Au service des ultra riches et des entreprises multinationales, les politiques des différents gouvernements Macron sont totalement désavouées.

L'extrême droite c'est toujours le recours des classes dominantes lorsque les politiques menées dans leur intérêt sont complètement discréditées.

L'extrême-droite fait diversion (précariser les étrangers plutôt que de prendre l'argent aux multimilliardaires), elle n'est pas du côté des plus modestes (voir encarts au verso).

Pire, au pouvoir les partis d'extrême-droite s'attaquent aux droits conquis par les salarié.es pour se défendre (droit de manifester, de faire grève, liberté syndicale...)

L'extrême-droite est l'ennemie mortelle de tous.tes les salarié.es, des étranger.ères, des personnes racisées, des femmes, des LGBTQI+, des syndicats et des libertés démocratiques.

Un nouveau Front populaire, dans les urnes, la rue, les entreprises, les administrations

A la FSU nous défendons un syndicalisme indépendant des partis et des gouvernements. Mais nous luttons pour une redistribution des richesses et une société débarrassée de l'injustice sociale et de toutes les oppressions.

Face au danger mortel de l'extrême-droite le SUPAP-FSU apporte son soutien à la dynamique du Nouveau Front Populaire. Son programme reprend

une partie importante des revendications des combats que nous avons mené ces dernières années.

Pour le SUPAP- FSU il s'agit maintenant de soutenir et populariser ces revendications de justice sociale et si elles gagnent dans les urnes de les imposer dans les luttes dès demain.

Comme en 1936, on ne s'arrêtera pas de lutter !

Le SUPAP-FSU appelle tous les syndicats à s'unir pour gagner sur nos revendications

Le SUPAP-FSU propose à tous.tes les agent.es de la Ville de Paris une

Réunion d'Information Syndicale

Mardi 25 juin 9h30

Salle Jaurès / 3, rue du Château d'eau M° République

Information, échanges et tournée de services pour aller à la rencontre des collègues

Chaque agent.e a le droit à 3 heures d'information syndicale par trimestre (sur le temps de travail)

Le RN contre le droit des salarié.es : au parlement, le RN a voté

SALAIRES FISCALITE

- contre l'augmentation du SMIC à 1.500€,
- contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune,
- contre la taxe sur les superprofits,

- Le RN veut supprimer le minimum de 2 5 % de logements sociaux imposés aux communes

MESURES SOCIALES

PRECARISATION DES TRAVAILLEUSES.EURS

Avec la « préférence nationale » le RN veut exclure de l'accès aux droits des étrangers résidant légalement en France, qui y travaillent, y payent des impôts et des cotisations sociales Précariser massivement des salarié.es ou interdire tout séjour régulier donc fabriquer des sans-papiers c'est permettre au patronat d'avoir une main d'œuvre obligée de tout accepter, des bas salaires comme des conditions de travail indécentes (restauration, bâtiment...).

POUVOIR D'ACHAT

- contre l'indexation des salaires sur l'inflation,
- contre le blocage des prix de première nécessité,
- contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes.

REJECTED

Dans les villes dirigées par le RN, les maires suppriment des subventions aux associations humanitaires, aux services sociaux et culturels.

Quelques mesures du Nouveau Front Populaire :

SALAIRES FISCALITE

- Le SMIC à 1 600 € net,
- l'indexation des salaires sur l'inflation
- la hausse de 10 % du point d'indice,
- le rétablissement de l'ISF (Impôt Sur la Fortune)

MESURES SOCIALES

- La construction de 200 000 logements sociaux par an, la revalorisation de 10% des APL

SERVICES PUBLICS

- les 32 heures hebdomadaires pour les « métiers pénibles ou de nuit »,
- le rattrapage des postes manquants de fonctionnaires à l'hôpital public, à l'école publique, dans la justice,
- L'accès aux services publics sur tout le territoire par un plan d'investissement,
- Un service public de la petite enfance ouvrant 500 000 places en crèches ou autre solution de garde,
- La réduction des effectifs par classe « pour faire mieux que la moyenne européenne de 19 élèves »,
- Un service public d'accompagnement des élèves en situation de handicap,
- Le renforcement de la médecine scolaire, la fin de la sélection dans l'université publique,
- Le sauvetage de l'hôpital public et la revalorisation du travail de nuit pour son personnel

POUVOIR D'ACHAT

- le blocage des prix des biens de première nécessité (alimentation, énergie, carburants),
- aller vers la gratuité intégrale à l'école : cantine scolaire, fournitures, transports, activités périscolaires ,

